

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**
INOREC

54 rue Ernest Macarez
59300 VALENCIENNES

Références : V2.2022.267
Code AIOT : 0007004472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2022 dans l'établissement INOREC implanté 54 rue Ernest Macarez 59300 VALENCIENNES. L'inspection a été annoncée le 31/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INOREC
- 54 rue Ernest Macarez 59300 VALENCIENNES
- Code AIOT : 0007004472
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

L'activité principale de la société INOREC, filiale du groupe DERICHEBOURG, est la collecte et la valorisation de déchets métalliques (aciers inoxydables).

Des opérations de broyage, cisailage ou oxycoupage peuvent être réalisées sur ces déchets.

L'exploitation est réalisée sur un terrain présentant une superficie d'environ 38 800 m² dont environ 15 925 m² de bâtiments.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 11 mai 2004 à poursuivre l'exploitation d'un chantier de stockage et de récupération d'inox et aciers spéciaux.

Suite aux différentes évolutions des rubriques déchets de la nomenclature, le site relève désormais

principalement des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :

- 2713 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface dédiée à cette activité dépasse 1 000 m², le site est donc soumis à enregistrement pour cette rubrique.

- 2791: Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités journalièrement est supérieure à 10t/j. Le site est donc soumis à autorisation pour cette rubrique.

- 4725 : Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) : Un dépôt de 3,3 t d'oxygène et 40 bouteilles sont présents sur le site, ce qui le classe à déclaration pour cette rubrique (le seuil de la déclaration étant de 2 tonnes).

Les activités du site doivent notamment respecter l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par ailleurs, le site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral signé le 08/08/2019 le mettant en demeure de produire le plan d'intervention interne prévu à l'article 271 de l'arrêté préfectoral du 11/05/2004 afin d'organiser les secours et les moyens de défense incendie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure concernant le plan d'intervention interne,
- les moyens de défense incendie,
- la surveillance des rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Existence d'un plan d'intervention interne	AP de Mise en Demeure du 08/08/2019, article 1	/	Sans objet
2	Confinement en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 5.2.2	/	Sans objet
3	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 26.2	/	Sans objet
4	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 26.3	/	Sans objet
5	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 26.5	/	Sans objet
6	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 26.6	/	Sans objet
7	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 26.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 26.8	/	Sans objet
9	Mesures périodiques des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de vérifier la cohérence entre le plan d'intervention interne et les moyens de défense incendie disponibles sur site ainsi que la formation des personnels.

Le plan d'intervention interne répond complètement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/08/2019 qui peut être levé.

La surveillance des rejets aqueux n'était pas réalisée. L'exploitant s'est engagé à la mettre en place et à la poursuivre à fréquence mensuelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'un plan d'intervention interne

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/08/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 – La société INOREC exploitant une installation de stockage et de récupération d'inox et aciers spéciaux sise 54, rue Ernerst Macarez sur la commune de Valenciennes est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 27.1 de l'arrêté préfectoral du 11/05/2004 en établissant son Plan d'Intervention Interne dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>NB : l'article 27.1 de l'arrêté préfectoral du 14/05/2004 suscité dispose : « L'exploitant est tenu d'établir, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté un Plan d'Intervention Interne définissant les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'Environnement. Il en assure la mise à jour permanente. »</p>
<p>Constats : L'exploitant a fourni son plan d'intervention interne en préalable à l'inspection par courriel du 02/09/2022.</p> <p>Les documents existants précédemment ont été agrégés dans le document intitulé "Fiche Entreprise Sécurité Incendie" qui constitue, avec les fiches réflexe à destination des employés, le plan d'intervention interne du site.</p> <p>Il a été constaté que ce document comportait l'essentiel des informations requises mais nécessitait quelques compléments évoqués lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- les quantités de produits dangereux stockés sur le site,- l'implantation des dispositifs incendie avec le stock de sable (se poser éventuellement la question de sa localisation par rapport au stock de tournures de titane),- le plan avec les extincteurs et leurs localisations (cf. document Tauw),- le document et plans avec les voies d'accès pompiers et la largeur libre à préserver pour leur passage,- les numéros externes et celui de l'UD du Hainaut (0327210515) (cf. mode opératoire)- les modalités de commande de sable en cas de besoin (numéro du fournisseur ou autre moyen de se procurer du sable). <p>Le document complété a été transmis par courriel du 14/09/2022 par l'exploitant.</p> <p>Au vu des éléments produits par l'exploitant, l'inspection propose de lever l'arrêté de mise en demeure du 08/08/2019.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Confinement en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 5.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vannes de confinement des eaux en cas d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement ou tout autre système présentant des garanties équivalentes [...] Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance, localement ou à partir d'un poste de commande[...]
Constats : L'inspection a demandé à l'exploitant de procéder à la mise en rétention du site pour vérifier le bon fonctionnement des vannes de confinement. L'exercice a permis de prendre conscience d'un manque de clarté des documents identifiant les vannes. L'exploitant a proposé de clarifier son document en mettant en place un code couleur pour préciser la localisation exacte des vannes et leurs sens de fermeture et d'ouverture. La fiche réflexe du plan d'intervention interne a été mise à jour en ce sens. Les vannes ont fait l'objet d'une vérification de leur conformité le 23/11/2021 par la société Eau Travaux Maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de secours - Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 26.2
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par la norme N.F.S. 60100 sont installés sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique. Les extincteurs doivent être homologués NF MIH. Les extincteurs sont judicieusement répartis, repérés, fixés (pour les portatifs) numérotés, visibles et accessibles en toute circonstance. Ils sont vérifiés régulièrement (une fois par an) et maintenus en état de fonctionnement en permanence.
Constats : Le site est équipé d'extincteurs à poudre ou CO2 en fonction des risques d'incendie. Les extincteurs sont répartis sur tout le site au droit des stockages et des installations. Les extincteurs sont vérifiés régulièrement, dans le respect de la périodicité imposée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de secours - RIA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 26.3
Thème(s) : Risques accidentels, Robinets d'incendie armés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des robinets d'incendie armés de 40mm, conformes aux normes N.F.S. 61201 et 62201, sont répartis sur le site en fonction de ses dimensions. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées et que les utilisateurs puissent s'échapper. Ils sont protégés du gel.
Constats : Le site est équipé de 6 RIA répartis sur une façade intérieure du bâtiment. Les RIA sont en bon état et font l'objet de contrôles réguliers (dernière vérification du 13/04/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de secours – Réserve de sable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 26.5
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve de sable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont également prévus en fonction du danger représenté une réserve de sable maintenu meuble et sec et des pelles.
Constats : Un stock de sable est prévu pour la défense incendie notamment pour les tournures de titane. Le stock de sable est situé à l'opposé des tournures de titane. L'exploitant a indiqué que le sable, en cas d'incendie serait repris par une chargeuse pour être déversé sur le stock de tournures pour étouffer le feu. L'inspection a interrogé l'exploitant sur la localisation du stock par rapport au risque d'incendie et son éloignement. Suite à l'inspection, l'exploitant a convenu de rapprocher le stock de sable à proximité des tournures de titane et a transmis par courriel du 16/09/2022 un bon de commande pour constituer l'espace de stockage au moyen de blocs béton préfabriqués.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de secours – Vérification des Poteaux d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 26.6
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens de secours doit être vérifié au moins une fois par an [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a demandé à consulter le dernier rapport de vérification du poteau d'eau incendie (PEI) situé en entrée de site. L'exploitant a fourni le rapport de vérification annuel en date du 14/04/2022 qui déclare opérationnel le PEI avec un débit disponible de 107 m ³ /h sous 1 bar.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de secours - Formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 26.7
Thème(s) : Risques accidentels, Formation des personnels et exercice incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble du personnel doit être formé à la manœuvre des moyens de secours. En outre, l'exploitant doit mettre en place une équipe d'intervention dont le rôle est de faciliter l'évacuation des personnes, de combattre l'incendie jusqu'à l'arrivée des pompiers dans la limite de ses moyens et de l'intensité du feu et d'informer les pompiers dès leur arrivée sur le sinistre et sa localisation. Indépendamment de la formation à l'utilisation des moyens de secours, un exercice de défense contre l'incendie et d'évacuation est organisé au moins une fois par an. Cet exercice doit être accessible au personnel d'entreprises extérieures éventuellement présentes sur le site. Ces actions sont consignées sur le registre de sécurité. Enfin, des séances de formation relatives à la connaissance des produits susceptibles d'être stockés et des moyens de lutte adéquats à mettre en œuvre en cas de sinistre (incendies, fuites accidentelles), et aux risques techniques de la manutention doivent être réalisées au moins annuellement.
Constats : L'inspection a interrogé l'exploitant sur la formation de ses employés aux moyens de secours. L'exploitant a indiqué que les employés étaient formés au moins une fois par an. Il a par ailleurs fourni les attestations de formation équipier incendie de 1ère intervention pour 11 employés, en date du 11/02/2022. Lors de l'inspection, la traçabilité de la bonne réalisation d'un exercice annuel de défense contre l'incendie et d'évacuation n'a pas été vérifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens de secours – Voie d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 26.8
Thème(s) : Risques accidentels, Zone d'accès des secours extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4m de largeur et de 3,5m de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins du site. Cette voie doit permettre l'accès des camions-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre, si elle est en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins. A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à n'importe quel secteur du site et à toutes les issues de secours par un chemin ou allée stabilisée de 1,80 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60m.
Constats : L'inspection a constaté que les voies d'accès identifiées pour les pompiers dans le plan d'intervention interne étaient dégagées le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mesures périodiques des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
Constats : L'exploitant n'a pas fait procéder au contrôle de ses rejets aqueux. Par courriel du 20/09/2022, il a transmis un bon de commande signé auprès d'un laboratoire afin de faire contrôler ces rejets. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué son souhait de procéder à des contrôles mensuels des rejets.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de faire contrôler ses rejets aqueux par un laboratoire agréé, a minima, annuellement conformément aux dispositions de 20 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018. Compte-tenu des engagements de l'exploitant de surveiller régulièrement ses rejets aqueux, l'inspection ne propose pas de suite à ce stade. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats du contrôle des rejets aqueux demandés, le cas échéant accompagnés de la description des mesures prises ou prévues en cas de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet